

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 3194

[C — 27664]

**17 NOVEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant le statut des agents de l'Office wallon de Développement rural et de l'Office de la Navigation**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 96;

Vu la loi du 18 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu la loi du 17 mai 1976 instituant un Office de la Navigation et un « Dienst voor de Scheepvaart »;

Vu le décret du 28 février 1991 instituant l'Office wallon de Développement rural;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Navigation, donné le 9 novembre 1994;

Vu le protocole n° 143 du Comité de secteur n° XVI, établi le 10 novembre 1994;

Vu l'accord du Ministre qui a la Fonction publique et le Budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, a été publié au *Moniteur belge* du 1er octobre 1994;

Considérant que l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays précise en son article 5, § 1er, alinéa 1er, qu'aucun accord entre employeur et travailleur prévoyant une augmentation de rémunération ne peut être pris entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1996;

Considérant ainsi que la période durant laquelle des augmentations de rémunération peuvent être accordées au personnel de l'Office wallon de Développement rural et de l'Office de la Navigation est très courte;

Considérant que les protocoles n°s 110 et 124 du Comité de Secteur n° XVI des 9 décembre 1993 et 31 mars 1994 prévoient une révision générale des barèmes;

Considérant qu'il est impératif d'adopter sans retard les mesures permettant de rendre effective l'application des protocoles mentionnés ci-dessus à tous les agents de l'Office wallon de Développement rural et de l'Office de la Navigation et ce, avant le 1er janvier 1995;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés, du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture, et du Ministre des Travaux publics,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par « organismes » l'Office wallon de Développement rural et l'Office de la Navigation.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions qui font l'objet des modalités d'application prévues au présent arrêté, les dispositions suivantes, telles qu'elles ont été éventuellement modifiées, sont applicables aux agents définitifs et stagiaires des organismes comme s'ils faisaient partie d'un ministère :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades du niveau 1 au sein des ministères;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades des niveaux 2+, 2, 3 et 4 au sein des ministères;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant une disposition transitoire de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

7° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région;

8° toutes les dispositions légales et réglementaires à caractère statutaire applicables aux Services du Gouvernement wallon au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté de Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région, dans la mesure où les arrêtés précités ne les abrogent pas.

Art. 3. Les dispositions par lesquelles la Région modifierait, compléterait ou remplacerait les arrêtés énumérés à l'article 2 seront applicables de plein droit aux agents des organismes, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des modalités d'application prévues au présent arrêté.

Art. 4. Sauf disposition contraire, pour l'application aux agents des règles visées à l'article 2, il y a lieu de substituer aux mots repris à la colonne de gauche qui figurent dans ces règles, les mots qui se trouvent en regard dans la colonne de droite :

- | | |
|---|---|
| — services du Gouvernement constitués par le Ministère de la Région wallonne et le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports | — organismes; |
| — ministères | — organismes; |
| — ministère | — organisme; |
| — secrétaire général | — fonctionnaire du rang A2 compétent en matière de personnel. |

Art. 5. Les fonctions d'administrateur général et d'administrateur général-adjoint, telles que les prévoit l'article 7, § 1er, du décret du 28 février 1991 instituant l'Office wallon de Développement rural, sont exercées par les deux directeurs généraux.

CHAPITRE II. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région

Art. 6. L'article 2, alinéa 2, 1^o, doit se lire comme suit :

« 1^o au niveau I, cinq rangs désignés par la lettre A ».

Art. 7. L'article 3, § 1er, alinéa 2, 1^o, n'est pas applicable aux agents des organismes.

Art. 8. L'article 3, § 2, doit se lire comme suit :

« § 2. Les fonctionnaires généraux sont les fonctionnaires des rangs A2 ou A3. »

Art. 9. Les § 1er et § 2, premier alinéa, de l'article 4 ne sont pas applicables aux agents des organismes.

Art. 10. L'article 5, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Le cadre est divisé en divisions et directions. Il fixe notamment le nombre des emplois de chaque rang dans chaque division et dans chaque service extérieur. »

Art. 11. L'article 16, § 2, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Dans ce cas, à l'exception des vacances d'emploi au rang A2, le conseil de direction formule une proposition afin de pourvoir à la vacance de l'emploi. »

Art. 12. L'article 18, premier alinéa, doit se lire comme suit :

« A l'exception des promotions au rang A2, peut être promu par avancement de grade le fonctionnaire qui satisfait aux conditions suivantes :

- 1^o compter une ancienneté de rang de quatre ans au moins;
- 2^o justifier de la qualification imposée pour l'emploi à conférer;
- 3^o justifier de l'évaluation positive;
- 4^o justifier d'une formation d'apprentissage du métier;
- 5^o réussir l'examen de contrôle de l'apprentissage du métier ».

Art. 13. L'article 20 n'est pas applicable aux agents des organismes.

Art. 14. L'article 22, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Dans ce cas, à l'exception des vacances d'emplois au rang A2, la commission visée à l'article 24 ou le conseil de direction formule une proposition afin de pourvoir à la vacance. »

Art. 15. L'article 24 doit se lire comme suit :

« Art. 24. Les demandes de transfert sont soumises à une commission, composée de six membres. Chaque conseil de direction désigne trois membres parmi lesquels les fonctionnaires du rang A2 dont dépend le fonctionnaire et dont relève l'emploi à pourvoir. »

Art. 16. L'article 56, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« Le Gouvernement fixe une procédure spécifique pour les fonctionnaires des rangs A2 et A3. »

Art. 17. L'article 59, alinéa premier, doit se lire comme suit :

« Le bulletin d'évaluation est transmis par le collège d'évaluation aux fonctionnaires des rangs A3 et A2. »

Art. 18. Les alinéas 1er et 2 du § 2 de l'article 61, doivent se lire comme suit :

« § 2. Il existe, au sein de chaque organisme, une commission.

Celle-ci est composée de 4 membres, désignés pour moitié par le Gouvernement parmi les fonctionnaires de rang A6 au moins de l'organisme et pour moitié par les organisations syndicales représentatives. »

Art. 19. L'article 62 doit se lire comme suit :

« Il existe, au sein de chaque organisme, un conseil de direction comprenant les fonctionnaires généraux et les directeurs. »

Art. 20. L'article 80 doit se lire comme suit :

« Il est institué, au sein de chaque organisme, une chambre de recours chargée d'émettre un avis sur les recours :

- 1^o en matière disciplinaire;
- 2^o en matière de suspension dans l'intérêt du service;
- 3^o en matière de retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 4^o en toute autre matière pour laquelle un recours devant la chambre de recours est organisé par le Gouvernement. »

Art. 21. Les §§ 1er, 2 et 3 de l'article 81 doivent se lire comme suit :

« § 1er. Chaque chambre de recours se compose des catégories de membres effectifs, suppléés en nombre égal par des membres suppléants, suivantes :

- 1^o un magistrat, président;
- 2^o deux assesseurs formant la délégation de l'autorité, à savoir deux fonctionnaires de l'organisme;

- 3° deux assesseurs formant la délégation des organisations syndicales;
4° un greffier-rapporteur.

§ 2. Le président est nommé par le Gouvernement.

§ 3. Les assesseurs formant la délégation de l'autorité sont désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires de l'organisme concerné. »

Art. 22. L'article 114 doit se lire comme suit :

« Le fonctionnaire transféré conserve les anciennetés administratives qu'il a acquises dans les services auxquels il appartenait avant son transfert. »

Art. 23. L'article 137 est complété par les dispositions suivantes :

« 10° les articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 21 octobre 1976 portant le règlement organique de l'Office de la Navigation;

11° l'arrêté royal du 12 juillet 1982 étendant à l'Office de la Navigation et au « Dienst voor de Scheepvaart », le champ d'application de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, en ce qui concerne l'Office de la Navigation;

12° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 décembre 1991 modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public;

13° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 relatif à la mutation du personnel au sein de l'Office wallon de Développement rural ».

CHAPITRE III. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires de la Région

Art. 24. L'article 6, alinéa 2, doit se lire comme suit :

« En cas de candidature à la mutation, le fonctionnaire du rang A2 compétent en matière de personnel porte dans le même délai la demande à la connaissance de l'inspecteur général ou, à défaut, du directeur dont relève le candidat ».

Art. 25. L'article 71 doit se lire comme suit :

« L'évaluation du fonctionnaire de rang A3 est assurée par les deux fonctionnaires du rang A2 ».

Art. 26. L'article 72, premier alinéa, doit se lire comme suit :

« L'évaluation du fonctionnaire du rang A2 est positive, sauf si, sur la base d'un rapport du Ministre ayant l'Administration dans ses attributions, le Gouvernement, tous les ministres étant présents, en décide autrement ».

Art. 27. L'article 73 doit se lire comme suit :

« L'article 60, § 1er, du statut ne s'applique pas à l'évaluation des fonctionnaires du rang A2 ».

Art. 28. Les articles 78 et 79 ne sont pas applicables aux agents des organismes.

CHAPITRE IV. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant conversion des grades du niveau 1 au sein des Ministères

Art. 29. L'article 3 doit se lire comme suit :

« Art. 3. Sont nommés par conversion de grade au grade figurant dans la colonne de gauche du tableau ci-après les agents titulaires d'un grade appartenant à la catégorie de grades énoncée en regard dans la colonne de droite du même tableau.

1° directeur général :	grades du rang 16;
2° inspecteur général :	grades du rang 15;
3° directeur :	grades du rang 14;
	grades du rang 13;
4° premier attaché :	grades du rang 12;
5° attaché :	grades du rang 11;
	grades du rang 10. »

CHAPITRE V. — Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant des dispositions transitoires applicables aux fonctionnaires de la Région

Art. 30. L'article 12 ne s'applique pas aux agents des organismes.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1994.

Art. 32. Le Ministre ayant l'Administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures. et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 3194

[C — 27664]

17. NOVEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Statuts der Bediensteten des « Office wallon de Développement rural » (Wallonischen Amtes für ländliche Entwicklung) und des « Office de la Navigation » (Schiffahrtsamt)

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 96;

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des Gesetzes vom 17. Mai 1976 zur Errichtung eines « Office de la Navigation » und eines « Dienst voor de Scheepvaart »;

Aufgrund des Dekrets vom 28. Februar 1991 zur Errichtung des « Office wallon de Développement rural »;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der auf das Personal der Dienststellen der Regierungen der Gemeinschaft und der Region und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten;

Aufgrund des am 9. November 1994 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsrates des « Office de la Navigation »;

Aufgrund des Protokolls Nr. 143 des Sektorenausschusses XVI vom 10. November 1994;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst und der Haushalt gehören;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der Königliche Erlaß vom 26. September 1994 zur Festlegung der auf das Personal der Dienststellen der Regierungen der Gemeinschaft und der Region und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten am 1. Oktober 1994 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist;

In der Erwägung, daß der Königliche Erlaß vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zum Schutz der Landeskonzurrenzfähigkeit in seinem Artikel 5, § 1, Absatz 1 klarstellt, daß kein Abkommen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer zur Festlegung einer Lohnerhöhung zwischen dem 1. Januar 1995 und dem 31. Dezember 1996 getroffen werden darf;

In der Erwägung, daß die Periode, im Laufe deren dem Personal des « Office wallon de Développement rural » und des « Office de la Navigation » Lohnerhöhungen gewährt werden können, sehr kurz ist;

In der Erwägung, daß die Protokolle Nr. 110 und 124 des Sektorenausschusses XVI vom 9. Dezember 1993 und vom 31. März 1994 eine allgemeine Revision der Gehaltsstufen vorsehen;

In der Erwägung, daß es unbedingt notwendig ist, die Maßnahmen zur effektiven Anwendung der oben erwähnten Protokolle auf die gesamten Bediensteten des « Office wallon de Développement rural » und des « Office de la Navigation » unverzüglich zu treffen, und dies vor dem 1. Januar 1995;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugschützen Arbeiten, des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft und des Ministers der Öffentlichen Arbeiten,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist unter « Einrichtungen » das « Office wallon de Développement rural » und das « Office de la Navigation » zu verstehen.

Art. 2. Unbeschadet der Bestimmungen, die Gegenstand der im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Anwendungsmodalitäten sind, finden die folgenden Bestimmungen, nach eventueller Abänderungen, Anwendung auf die endgültig ernannten und die zur Probezeit zugelassenen Bediensteten, genau als ob sie zu einem Ministerium gehörten.

1° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region;

2° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatut der Beamten der Region;

3° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region;

4° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Umwandlung der Dienstgrade der Stufe 1 innerhalb der Ministerien;

5° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Umwandlung der Dienstgrade der Stufen 2+, 2, 3 und 4 innerhalb der Ministerien;

6° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung einer Übergangsbestimmung in bezug auf den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

7° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen;

8° die gesamten gesetzlichen und ordnungsmäßigen Bestimmungen mit einem statutarischen Charakter, die auf die Dienststellen der Wallonischen Regierung beim Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region anwendbar sind, soweit die vorerwähnten Erlasse diese nicht aufheben.

Art. 3. Die Bestimmungen, durch die die Region die in Artikel 2 aufgezählten Erlasse abändern, ergänzen oder ersetzen würde, finden von Rechts wegen Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen, außer wenn sie Bestimmungen betreffen, die Gegenstand der im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Anwendungsmodalitäten sind.

Art. 4. Wenn nicht anderes bestimmt ist, sind für die Anwendung der in Artikel 2 erwähnten Regeln auf die Bediensteten die in der linken Spalte angegebenen Wörter, die in diesen Regeln stehen, durch die in der rechten Spalte gegenüberstehenden Wörter zu ersetzen:

- | | |
|---|---|
| – Dienststellen der Regierung, die aus dem Ministerium der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen bestehen | – Einrichtungen |
| – Ministerien | – Einrichtungen |
| – Ministerium | – Einrichtung |
| – Generalsekretär | – Beamte der Rangklasse A2, der in Sachen Personal zuständig ist. |

Art. 5. Die Ämter von Generalverwalter und von beigeordnetem Generalverwalter, wie sie in Artikel 7, § 1 des Dekrets vom 28. Februar 1991 zur Errichtung des « Office wallon de développement rural » vorgesehen sind, werden von den beiden Generaldirektoren ausgeübt.

KAPITEL II. – Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region

Art. 6. Artikel 2, Absatz 2, 1^o ist wie folgt zu lesen:

« 1^o in Stufe 1: fünf Ränge, die mit dem Buchstaben A bezeichnet sind ».

Art. 7. Artikel 3, § 1, Absatz 2, 1^o findet keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen.

Art. 8. Artikel 3, § 2 ist wie folgt zu lesen:

« § 2. Generalbeamte sind die Beamten der Ränge A2 und A3. »

Art. 9. Die § 1 und § 2, 1. Absatz von Artikel 4 finden keine Anwendung auf die Beamten der Einrichtungen.

Art. 10. Artikel 5, Absatz 2, ist wie folgt zu lesen:

« Der Stellenplan ist in Abteilungen und Direktionen unterteilt. Er bestimmt insbesondere die Anzahl Stellen jedes Ranges in jeder Abteilung und in jedem Außendienst. »

Art. 11. Artikel 16, § 2, Absatz 2 ist wie folgt zu lesen:

« In diesem Fall macht der Direktionsrat außer für die offenen Stellen des Rangs A2 einen Vorschlag, damit die offene Stelle besetzt wird ».

Art. 12. Artikel 18, 1. Absatz, ist wie folgt zu lesen:

« Mit Ausnahme der Beförderungen zum Rang A2 kann jeder Beamte, der folgende Bedingungen erfüllt, durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert werden:

- 1^o mindestens vier Dienstjahre in seinem Rang haben;
- 2^o die für die zu vergebende Stelle erforderliche Qualifikation besitzen;
- 3^o eine positive Bewertung aufweisen können;
- 4^o eine Fachausbildung nachweisen;
- 5^o die Prüfung zur Kontrolle der Fachausbildung bestanden haben ».

Art. 13. Artikel 20 findet keine Anwendung auf die Beamten der Einrichtungen.

Art. 14. Artikel 22, Absatz 2 ist wie folgt zu lesen:

« In diesem Fall macht der in Artikel 24 erwähnte Ausschuß oder der Direktionsrat, außer für die offenen Stellen des Rangs A2, einen Vorschlag, damit die offene Stelle besetzt wird ».

Art. 15. Artikel 24 ist wie folgt zu lesen:

« Art. 24. Die Anträge auf Transferierung werden einem Ausschuß vorgelegt, der sechs Mitglieder umfaßt. Jeder Direktionsrat bezeichnet drei Mitglieder, worunter den Beamten des Rangs A2, dem der Beamte untersteht und der für die zu besetzende Stelle zuständig ist ».

Art. 16. Artikel 56, Absatz 2 ist wie folgt zu lesen:

« Die Regierung bestimmt ein spezifisches Verfahren für Beamte der Ränge A2 und A3 ».

Art. 17. Artikel 59, 1. Absatz, ist wie folgt zu lesen:

« Das Bewertungsblatt wird durch das Bewertungskollegium an die Beamten der Ränge A3 und A2 weitergeleitet ».

Art. 18. Die Absätze 1 und 2 von § 2 des Artikels 61 sind wie folgt zu lesen:

« § 2. Innerhalb jeder Einrichtung gibt es ein Ausschuß.

Dieser umfaßt vier Mitglieder, die zur Hälfte von der Regierung unter den Beamten der Einrichtung von mindestens Rang A6 und zur Hälfte von den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen benannt werden ».

Art. 19. Artikel 62 ist wie folgt zu lesen:

« Innerhalb jeder Einrichtung gibt es einen Direktionsrat, der die Generalbeamten und die Direktoren umfaßt ».

Art. 20. Artikel 80 ist wie folgt zu lesen:

« Innerhalb jeder Einrichtung wird eine Einspruchskammer errichtet, die beauftragt ist, ein Gutachten abzugeben über Beschwerden:

- 1^o im disziplinarischen Bereich;
- 2^o in bezug auf die einstweilige Amtsenthebung im Interesse des Dienstes;
- 3^o in bezug auf den Stellenentzug im Interesse des Dienstes;
- 4^o in bezug auf jede andere Angelegenheit, für die die Regierung ein Beschwerdeverfahren vor der Einspruchskammer organisiert ».

Art. 21. Die §§ 1, 2 und 3 von Artikel 81 sind wie folgt zu lesen:

« § 1. Jede Einspruchskammer umfaßt folgende Kategorien effektiver Mitglieder, die durch die entsprechende Anzahl Ersatzmitglieder ersetzt werden können:

- 1° einen Magistrat, als Vorsitzenden;
- 2° zwei Beisitzer, die die Behörde vertreten, und zwar zwei Beamte der Einrichtung;
- 3° zwei Beisitzer, die die Gewerkschaftsorganisationen vertreten;
- 4° einen Greffier-Berichtserstatter.

§ 2. Der Vorsitzende wird von der Regierung ernannt.

§ 3. Die Beisitzer, die die Behörde vertreten, werden von der Regierung unter den Beamten der betroffenen Einrichtung benannt. »

Art. 22. Artikel 114 ist wie folgt zu lesen:

« Der transferierte Beamte behält die administrativen Dienstjahre, die er in den Dienststellen, denen er vor seiner Transferierung angehörte, erworben hat. »

Art. 23. Artikel 137 wird durch folgende Bestimmungen ergänzt: « 10° Artikel 5 und 6 des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 1978 über die Grundordnung des « Office de la Navigation »;

11° der Königliche Erlaß vom 12. Juli 1982 zur Ausdehnung des Anwendungsbereichs des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1973 über das Statut des Personals gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses auf das « Office de la Navigation » und auf den « Dienst voor de Scheepvaart », was das « Office de la Navigation » betrifft;

12° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Dezember 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1973 zur Festlegung des Statuts des Personals gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses;

13° der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 über die Versetzung des Personals innerhalb des « Office wallon de Développement rural ». »

KAPITEL III. — Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der für die Durchführungsbestimmungen des Statuts der Beamten der Region

Art. 24. Artikel 6, Absatz 2 ist wie folgt zu lesen:

« Bei einer Bewerbung um eine Versetzung informiert der Beamte des Rangs A2, der in Sachen Personal zuständig ist, den Generalinspektor oder notfalls den Direktor, dem der Bewerber untersteht, binnen der gleichen Frist über die Antragstellung. »

Art. 25. Artikel 71 ist wie folgt zu lesen:

« Die Bewertung der Beamten von Rang A3 wird von zwei Beamten des Rangs A2 vorgenommen. »

Art. 26. Artikel 72, 1. Absatz, ist wie folgt zu lesen:

« Die Bewertung des Beamten des Rangs A2 ist positiv, außer wenn die Regierung auf der Grundlage eines Berichts des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, in Anwesenheit all ihrer Minister anders darüber entscheidet. »

Art. 27. Artikel 73 ist wie folgt zu lesen:

« Artikel 60, § 1 des Statuts findet keine Anwendung auf die Bewertung der Beamten des Rangs A2. »

Art. 28. Artikel 78 und 79 finden keine Anwendung auf die Beamten der Einrichtungen.

KAPITEL IV. — Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Umwandlung der Dienstgrade der Stufe 1 innerhalb der Ministerien

Art. 29. Artikel 3 ist wie folgt zu lesen:

« Art. 3. Bedienstete, die einen Dienstgrad innehaben, der zu einer der in der rechten Kolonne nachstehender Tabelle aufgeführten Kategorien von Dienstgraden gehört, werden durch Dienstgradumwandlung in den Dienstgrad ernannt, der in der linken Kolonne dieser Tabelle daneben steht:

1° Generaldirektor:	Dienstgrade von Rang 16;
2° Generalinspektor:	Dienstgrade von Rang 15;
3° Direktor:	Dienstgrade von Rang 14; Dienstgrade von Rang 13;
4° Erster Attaché:	Dienstgrade von Rang 12;
5° Attaché:	Dienstgrade von Rang 11; Dienstgrade von Rang 10. »

KAPITEL V. — Modalitäten für die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung der auf die Beamten der Region anwendbaren Übergangsbestimmungen

Art. 30. Artikel 12 findet keine Anwendung auf die Bediensteten der Einrichtungen.

KAPITEL VI. — *Schlußbestimmungen*

Art. 31. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Dezember 1994 in Kraft.

Art. 32. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. November 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 94 — 3194

[C — 27664]

17 NOVEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering houdende het statuut van de agenten van de « Office wallon de Développement rural » (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) en van de « Office de la Navigation » (Dienst voor de Scheepvaart)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 96;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op de wet van 17 mei 1976 tot oprichting van een Dienst voor de Scheepvaart en van een « Office de la Navigation »;

Gelet op het decreet van 28 februari 1991 houdende oprichting van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het advies van de directieraad van de « Office de la Navigation », gegeven op 9 november 1994;

Gelet op het protocol nr. 143 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 10 november 1994;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Ambtenarenzaken en de Begroting behoren;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen in het *Belgisch Staatsblad* van 1 oktober 1994 werd bekendgemaakt;

Overwegende dat artikel 5, § 1, 1ste lid, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen bepaalt dat geen akkoord tussen werkgever en werknemer mag genomen worden dat voor de periode gaande van 1 januari 1995 tot 31 december 1996 voorziet in een loonsverhoging;

Overwegende diensgevolge dat de periode tijdens welke loonsverhogingen kunnen toegekend worden aan het personeel van de « Office wallon de développement rural » en van de « Office de la Navigation » zeer kort is;

Overwegende dat de protocollen nrs. 110 en 124 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 9 december 1993 en 31 maart 1994, een algemene herziening van de weddeschalen voorzien;

Overwegende dat het geboden is de hierboven vermelde protocollen vóór 1 januari 1995 op alle agenten van de « Office wallon de développement rural » en van de « Office de la Navigation » effectief toe te passen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met de Plaatselijke Besturen, de Administratie en de Gesubsidieerde Werken, van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw, en van de Minister voor Openbare Werken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder « instellingen », de « Office wallon de Développement rural » en de « Office de la Navigation ».

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van de bij dit besluit voorziene toepassingsregels zijn de volgende bepalingen, zoals zij eventueel gewijzigd werden, toepasselijk op de statutaire en stagedoende agenten van de instellingen alsof zij deeluitmaken van een ministerie :

1° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

2° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

3° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmaatregelen van het statuut van de ambtenaren van het Gewest;

4° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van niveau 1 binnen de Ministeries;

5° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 binnen de Ministeries;

6° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende een overgangsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;
7° het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest;

8° alle wettelijke en reglementaire bepalingen van statutaire aard toepasselijk op de Diensten van de Waalse Regering op het ogenblik van de inkrachttreding van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest, voor zover zij niet opgeheven zijn door voornoemde besluiten.

Art. 3. De eventuele bepalingen van het Gewest tot wijziging, aanvulling of vervanging van de in artikel 2 vermelde besluiten zijn van rechtswege toepasselijk op de agenten van de instellingen, behalve wanneer zij betrekking hebben op bepalingen van bij dit besluit voorziene toepassingsmodaliteiten.

Art. 4. Voor de toepassing op de agenten van de in artikel 2 bedoelde regels en behalve andersluidende bepaling dienen de woorden van de linker kolom vermeld in deze regels te worden vervangen door de woorden van de rechter kolom :

— diensten van de Regering bestaande uit het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer	— instellingen
— ministerie	— instellingen
— ministerie	— instelling
— secretaris-generaal	— ambtenaar van rang A2 bevoegd inzake personeel.

Art. 5. De ambten van algemeen beheerder en van adjunct-algemeen beheerder, zoals voorzien bij artikel 7, § 1, van het decreet van 28 februari 1991 houdende oprichting van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling, worden waargenomen door de twee directeurs-generaal.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest*

Art. 6. Artikel 2, 2de lid, 1°, dient te worden gelezen als volgt :

« 1° in niveau 1, vijf rangen aangeduid door letter A ».

Art. 7. Artikel 3, § 1, 2de lid, 1°, is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 8. Artikel 3, § 2, dient te worden gelezen als volgt :

« § 2. De opperamtenaren zijn de ambtenaren van rangen A2 of A3. »

Art. 9. Paragraaf 1 en paragraaf 2, 1ste lid, van artikel 4 zijn niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 10. Artikel 5, 2de lid, dient te worden gelezen als volgt :

« De personeelsformatie is verdeeld in afdelingen en directies. Zij bepaalt onder meer het aantal betrekkingen van iedere rang in elke afdeling en in elke buitendienst. »

Art. 11. Artikel 16, § 2, 2de lid, dient te worden gelezen als volgt :

« In dit geval en uitgezonderd de vacante betrekkingen in rang A2, doet de directieraad een voorstel om in de vacante betrekking te voorzien. »

Art. 12. Artikel 18, 1ste lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Uitgezonderd de bevorderingen tot rang A2, kan bevorderd worden door verhoging in graad de ambtenaar die aan volgende voorwaarden voldoet :

- 1° een ranganciënniteit van ten minsten vier jaar tellen;
- 2° de voor de te begeven betrekking opgelegde kwalificatie rechtvaardigen;
- 3° een positieve evaluatie rechtvaardigen;
- 4° een opleidingsvorming voor het vak rechtvaardigen;
- 5° het examen voor de controle van de vakopleiding geslaagd zijn. »

Art. 13. Artikel 20 is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

Art. 14. Artikel 22, 2de lid, dient te worden gelezen als volgt :

« In dat geval, uitgezonderd de vacante betrekkingen in rang A2, doet de in artikel 24 bedoelde commissie of de directieraad een voorstel om in de vacature te voorzien. »

Art. 15. Artikel 24 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 24. De overplaatsingsaanvragen worden aan een uit zes leden bestaande commissie voorgelegd. Iedere directieraad duidt drie leden aan, onder wie de ambtenaar van rang A2 onder wie de ambtenaar ressorteert en tot wiens bevoegdheid de te begeven betrekking behoort. »

Art. 16. Artikel 56, 2de lid, dient te worden gelezen als volgt :

« De Regering stelt een specifieke procedure vast voor de ambtenaren van rangen A2 en A3. »

Art. 17. Artikel 59, 1ste lid, dient te worden gelezen als volgt :

« Het evaluatiebulletin wordt door het evaluatiecollege aan de ambtenaren van rang A3 en A2 overgemaakt. »

Art. 18. Het 1ste en het 2de lid van § 2 van artikel 61 dienen te worden gelezen als volgt :

« § 2. Er bestaat een commissie binnen iedere instelling.

Zij is samengesteld uit vier leden die aangewezen zijn, voor de ene helft door de Regering onder de ambtenaren van de instelling van ten minste rang A6 en, voor de andere helft, door de representatieve vakorganisaties. »

Art. 19. Artikel 62 dient te worden gelezen als volgt :

« In iedere instelling is er een directieraad samengesteld uit de opperamtenaren en de directeurs. »

Art. 20. Artikel 80 dient te worden gelezen als volgt :

« In iedere instelling wordt er een raad van beroep ingesteld, die belast is met een advies te geven over de beroepen :

- 1° inzake tuchtregeling;
- 2° inzake schorsing in het belang van de dienst;

3° inzake intrekking van de functie in het belang van de dienst;
4° over enig andere aangelegenheid waarvoor een beroep bij de raad van beroep door de Regering ingesteld wordt.

Art. 21. Paragrafen 1, 2 en 3 van artikel 81 dienen te worden gelezen als volgt :

« § 1. Iedere raad van beroep bestaat uit volgende categorieën gewone leden, die in gelijk aantal vervangen worden door plaatsvervangende leden :

- 1° een magistraat, voorzitter;
- 2° twee door de overheid aangewezen assessoren, namelijk twee ambtenaren van de instelling;
- 3° twee door de vakorganisaties aangewezen assessoren;
- 4° een griffier-verslaggever.

§ 2. De voorzitter wordt door de Regering benoemd.

§ 3. De door de overheid aangewezen assessoren worden door de Regering onder de ambtenaren van de instelling gekozen. »

Art. 22. Artikel 114 dient te worden gelezen als volgt :

« De overgeplaatste ambtenaar behoudt de dienstanciënniteiten die hij verworven heeft in de diensten waartoe hij vóór zijn overplaatsing behoorde. »

Art. 23. Artikel 137 wordt aangevuld door de volgende bepalingen :

« 10° artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1976 houdende het organiek reglement van het « Office de la Navigation »;

11° wat betreft de « Office de la Navigation », het koninklijk besluit van 12 juli 1982 houdende uitbreiding tot de Dienst voor de Scheepvaart en de « Office de la Navigation » van de werkingsfeer van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

12° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 december 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;

13° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 betreffende de mutatie van het personeel binnen de « Office wallon de développement rural » (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling).

HOOFDSTUK III. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende uitvoeringsmodaliteiten van het statuut van de ambtenaren van het Gewest

Art. 24. Artikel 6, 2de lid dient te worden gelezen als volgt :

« Voor een kandidatuur voor een mutatie brengt de ambtenaar van rang A2 bevoegd inzake personeel binnen dezelfde termijn de aanvraag ter kennis van de inspecteur-generaal, of in voorkomend geval, van de directeur onder wiens toezicht de ambtenaar is geplaatst. »

Art. 25. Artikel 71 dient te worden gelezen als volgt :

« De evaluatie van de ambtenaar van rang A3 gebeurt door de twee ambtenaren van rang A2. »

Art. 26. Artikel 72, 1ste lid, dient te worden gelezen als volgt :

« De evaluatie van de ambtenaar van rang A2 is positief behalve wanneer de Regering, vertegenwoordigd door alle ministers, er anders over beslist op grond van een verslag van de Minister, tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort. »

Art. 27. Artikel 73 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 60, § 1, van het statuut is niet toepasselijk op de evaluatie van de ambtenaren van rang A2. »

Art. 28. Artikelen 78 en 79 zijn niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

HOOFDSTUK IV. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 tot omzetting van de graden van niveau 1 binnen de Ministeries

Art. 29. Artikel 3 dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 3. De ambtenaren benoemd tot een graad van de gradencategorie vermeld in de rechter kolom van de hierna vermelde tabel worden bij omzetting van graad benoemd tot de graad vermeld in de linker kolom van dezelfde tabel.

1° directeur-generaal :	graden van rang 16;
2° inspecteur-generaal :	graden van rang 15;
3° directeur :	graden van rang 14; graden van rang 13;
4° eerste attaché :	graden van rang 12;
5° attaché :	graden van rang 11; graden van rang 10. »

HOOFDSTUK V. — Toepassingsmodaliteiten van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende overgangsbepalingen toepasselijk op de ambtenaren van het Gewest

Art. 30. Artikel 12 is niet toepasselijk op de agenten van de instellingen.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 31. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1994.

Art. 32. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME